

«Plus d'espoir, plus d'argent, pas de travail»: un rêve brisé au Kenya



Lydia*, une athlète hyperandrogène, à Ngong, près de Nairobi, le 14 août 2024.



Ryan Muiruri, activiste intersexe, à Nairobi, le 13 août 2024.

ÉDITORIAL

La mue spectaculaire de Kamala Harris

SIMON PETITE
X @simonpetite

En acceptant l'investiture du Parti démocrate jeudi soir, Kamala Harris a réussi avec brio la première partie de son pari. Son camp est en ordre de bataille pour l'explication finale avec Donald Trump. Dans cette nouvelle campagne, extraordinairement courte pour les standards américains, Kamala Harris est lancée, et son adversaire, désemparé, n'a plus beaucoup de temps pour briser cet élan. La vitesse avec laquelle la vice-présidente de Joe Biden, qui avait longtemps cherché sa place aux côtés du président, s'est transformée en candidate incontestée force l'admiration.

Pour clôturer la convention, Kamala Harris a défendu un message de confiance en l'avenir, contre un retour vers le passé qu'incarnerait une nouvelle présidence de Donald Trump. Pour l'instant, elle réussit à se présenter comme une personnalité neuve, passant sous silence les échecs de la présidence Biden.

Par comparaison avec le talent oratoire des époux Obama ou l'authenticité joyeuse de son colistier, le gouverneur du Minnesota Tim Walz, le discours de la candidate a suscité moins de passion. Mais la bonne nouvelle pour Kamala Harris est qu'elle n'est pas seule. Sa candidature a remobilisé les démocrates, suscitant une vague d'enthousiasme inédite depuis la campagne de Barack Obama en 2008. Les démocrates veulent croire que la présidence de Donald Trump qui avait suivi n'était qu'un accident de l'Histoire.

Selon ce récit optimiste, les États-Unis, de plus en plus divers, peuvent reprendre leur marche en avant. Le pays serait ainsi prêt à élire pour la première fois une femme, qui plus est fille d'immigrés, aux plus hautes fonctions. Ce pari repose sur la bonne santé économique des États-Unis, qui doit beaucoup au bilan remarquable de Joe Biden. Mais l'élection se jouera dans une poignée d'États, où les oublis du miracle américain, précarisés par l'inflation, sont nombreux. Les États-Unis restent aussi ultra-polarisés et Donald Trump sait à merveille jouer des peurs de cette autre Amérique.

Plus problématique, le message de confiance adressé à Chicago tranche avec un parti verrouillé et une candidate qui fuit les médias. Sur Gaza, le sujet le plus controversé pour les démocrates, les rares délégués qui avaient été élus pour protester contre le soutien inconditionnel de Joe Biden à Israël n'ont pas pu s'exprimer à la tribune de la convention. Jeudi soir, la candidate s'est inscrite dans la même ligne que le président sur le Proche-Orient. Elle parle sur l'effacement du mouvement aux États-Unis contre la guerre à Gaza, espérant que le conflit ne s'étendra pas à tout le Moyen-Orient. Et s'adresse déjà à l'ensemble des Américains, majoritairement acquis à Israël. Mais, en contrepartie, elle risque de s'aliéner définitivement des voix cruciales dans quelques États clés. Ce dilemme illustre le fil sur le lequel s'est engagée Kamala Harris.

●●● PAGES 4, 5

Sa candidature a remobilisé les démocrates

SPORT Depuis vingt ans, les réglementations et les «tests de genre» se multiplient dans l'athlétisme, excluant des dizaines de femmes des compétitions. Au Kenya, «Le Temps» est allé à la rencontre de sportives qui n'ont plus le droit de rêver de Jeux olympiques, au nom de l'équité

TEXTE ET PHOTOS:
CAMILLE PAGELLA, DE RETOUR DU KENYA
X @CamillePagella

Dans la vallée du Grand Rift kényan, elles arrivent au pas de course. A Chepkorio, petit village perché à 3500 mètres d'altitude et embrassant un ciel menaçant, elles rejoignent un petit attroupelement. Leur entraîneuse, Ruth Bundotich, rassemble ses troupes. Elles ont entre 13 et 23 ans et ce vendredi 16 août, elles sont venues s'enregistrer. Depuis deux semaines, Athletics Kenya, organisme directeur de l'athlétisme kényan et membre de la fédération internationale World Athletics, fait le tour du pays pour y décompter tous ses athlètes. Les officiels présents sont tout sourire: Paris, c'était mieux que Tokyo et presque aussi bien que Rio. Le Kenya, porté par ses athlètes femmes, est arrivé en tête du classement des médailles africaines. Les coureuses de Ruth Bundotich, des étoiles dans les yeux, entrent chacune leur tour dans une pièce sombre et se présentent devant un examinateur à la veste rouge floquée «AK». Nom, prénom, âge, adresse, photo, sexe. L'éclair blanc d'un flash aveugle la pièce. Dehors tombent désormais des trombes d'eau.

Ces dernières années, pas moins de dix Kényanes ont été écartées

des compétitions internationales d'athlétisme. Leur tort? Être hyperandrogènes, soit présenter un taux de testostérone trop élevé – à l'image de la coureuse sud-africaine Caster Semenya dont le cas a largement été médiatisé – ou avoir refusé de se soumettre aux tests modernes dits «de féminité». Le Kenya, mais aussi l'Ouganda, la Namibie, le Burundi, le Nigeria ou l'Afrique du Sud: la grande majorité des athlètes contrôlés sont originaires de pays africains. Elles ne peuvent aujourd'hui que se présenter aux épreuves locales. Les Jeux olympiques, elles n'ont plus le droit d'y rêver, au nom de l'équité. Des règles spécifiques sont en place depuis 2011 afin d'assurer une compétition «équitable», selon World Athletics, qui considère qu'un taux trop élevé de testostérone est la source d'un «avantage injuste».

REPORTAGE

La testostérone au centre
A Chepkorio, Ruth Bundotich a choisi de n'entraîner que des filles. Au camp, elle est leur «mère adoptive». «Les filles qui choisissent l'athlétisme rencontrent beaucoup de difficultés. Je m'occupe de payer les frais de scolarité de celles qui ne le peuvent pas afin qu'elles puissent recevoir une éducation, pour les protéger de l'exté-



Dans les bureaux d' Athletics Kenya, le 13 août 2024 à Nairobi.

rieur», explique l'ancienne coureuse qui entraîne notamment Agnes Ng'etich, qui a pulvérisé le record du monde des 10 km sur route en janvier dernier. En 2015, Ruth Bundotich s'occupe pour la première fois d'une athlète hyperandrogène, une condition également connue sous le nom DSD pour «Disorders of Sex Development». Traduction? Des situations dans lesquelles les caractéristiques sexuelles d'une personne ne correspondent pas à la norme établie, qu'elle soit chromosomique, hormonale ou anatomique. Certaines préfèrent le terme d'intersexe. «Mais ces

athlètes ne devraient pas être complètement bannies, il faut trouver une solution, souffle l'entraîneuse. Car si vous leur retirez l'athlétisme, vous les tuez...» Depuis 2019, World Athletics n'a cessé de serrer la vis dans la foulée du cas de Caster Semenya. Le nouveau «règlement DSD» d'abord prévu un seuil d'exclusion des compétitions féminines à 5 nmol/L pour les distances entre 400 et 1500 mètres. Avant d'étendre l'interdiction à l'ensemble des distances. En mars 2023, les seuils ont encore été abaissés de moitié: les sportives atteintes de DSD doivent main-

tenir des taux de testostérone à 2,5 nmol/L pendant six mois. A Nairobi, au siège d' Athletics Kenya, le sujet est sensible. L'organisation est notamment accusée par les défenseurs des sportives visées d'avoir conduit des tests arbitrairement. «Je préfère ne pas commenter, glisse Barnaba Korir, membre du comité exécutif. Nous suivons les directives de World Athletics. Nous avons un comité qui s'en occupe avec des médecins, car c'est avant tout une question médicale.» Pourtant, au sein de la communauté scientifique, le consensus n'existe pas: la relation entre un taux élevé de

testostérone et la performance sportive n'est ni totalement prouvée ni complètement réfutée. Mais en attendant, les coureuses triquent, soumises à un choix impossible: pour reprendre le chemin des pistes, c'est la chirurgie ou le traitement hormonal. Sinon, c'est l'abandon.

La réglementation de World Athletics se base notamment sur une étude publiée en 2017 dans le *British Journal of Sports Medicine*. Deux chercheurs, associés à la fédération internationale, affirmaient avoir établi un lien entre les niveaux de testostérone et des performances «augmentées» chez les femmes. Mais, coup de théâtre quelques années plus tard, les auteurs publient un rectificatif, expliquant que l'étude est «exploratoire»... Sans pour autant que World Athletics ne change de politique.

«Il faut différencier la testostérone endogène et la testostérone exogène, et dans ce dernier cas, il est établi qu'elle donne un certain nombre d'avantages, explique la Dre Payoshni Mitra, directrice de l'organisation Humans of Sport, qui travaille depuis quinze ans avec des athlètes exclues de compétitions. Mais selon les recherches en cours, il est toujours difficile de comprendre quel type d'impact la testostérone endogène peut avoir sur les muscles et les tissus, en particulier dans les cas de DSD. Il y a encore trop peu de recherches dans ce cas particulier.»

Un traitement ou l'abandon

Pour rejoindre les collines de Ngong depuis Nairobi, il faut passer devant Kibera, le plus grand bidonville d'Afrique de l'Est avant la banlieue cossue de Karen, peuplée d'expatriés. Aux pieds de ces fameuses monts parsemés d'éoliennes et où s'entraînent les champions des petites distances, Linda Kageha marche doucement sur la piste d'athlétisme en gravier qui entoure un petit terrain de football. Grand espoir kényan du 400 m, elle s'approprie à partir pour les Championnats du monde de Doha en 2019, comme membre du relais mixte. Et puis le coup de retraite est tombé: elle a échoué au test de testostérone imposé par Athletics Kenya. Comme d'autres de ses coéquipières avant elle. L'équipe, décimée, ne voyagera pas.

Un rare sourire se dessine sur les lèvres de Linda Kageha lorsqu'elle parle de sa grand-mère qui lançait le disque. Son modèle. Dans le petit village de Gambogi, près du lac Victoria, où elle est née il y a 22 ans, elle avait d'abord

choisi le football. «Et puis un de mes coaches m'a encouragée à courir. J'adorais ça, je courais tout le temps, partout.» Elle gagne rapidement des épreuves régionales et représente son pays aux Jeux africains des moins de 18 ans à Abidjan, où elle obtient une médaille d'argent, puis accède à l'équipe kényane de relais avec qui elle échoue au pied du podium des Jeux africains de 2019 au Maroc.

«J'adorais ça, je courais tout le temps, partout»

LINDA KAGEHA

Elle voulait «gagner», «représenter le Kenya». «Mais aujourd'hui, je suis prête à arrêter le sport, je n'ai plus d'espoir, plus d'argent, pas de travail.» Pour une année d'entraînement, comptez environ 800 dollars de budget. «Le loyer, la session de formation, les séances de fitness, énumère Linda Kageha. Je ne peux pas demander l'aide de mes parents, qui doivent aider mes frères et sœurs. Alors, je ne m'entraîne que de temps en temps et je me contente de courir en bord de route et, à la place de la salle de sport, je vais dans la forêt porter des briques.» Impossible aussi de

porter son cas devant le Tribunal arbitral du sport pour y défier World Athletics: il faut payer une taxe de 1000 francs non remboursable rien que pour déposer un dossier.

Affronter le regard des autres

«Désormais, nous avons le choix entre un contraceptif ou des injections à prendre pendant au moins six mois pour faire baisser notre taux de testostérone», ajoute la sportive. Elle ne l'a pas fait, trop effrayée par les effets secondaires. «Nous avons vu ce qui est arrivé à Christine Mboma», murmure-t-elle. Quatre mois avant les JO de Paris, la coureuse namibienne est autorisée par World Athletics à revenir sur la piste après six mois de traitement pour faire baisser sa testostérone. Un retour au Kip Keino Classic, le grand meeting de Nairobi. Dans le grand stade Kasarani de la capitale kenyane, la médaillée d'argent du 200 m des JO de Tokyo terminera dernière de sa course sous les yeux de Maximila Imali, une athlète également suspendue. Linda Kageha et les autres. «Christine m'a dit de ne pas prendre de traitement, cela lui avait causé tellement de problèmes.»

Linda Kageha avait 12 ans lorsqu'elle a remarqué sa différence. Elle passe son adolescence seule, dans son coin. «J'ai beaucoup pleuré car je ne com-

prendais pas ce qui arrivait à mon corps et pourquoi je ne ressemblais pas aux autres filles avec qui j'ai grandi.» Elle s'ouvre à sa mère qui, au début, ne comprend pas. «Elle était choquée, elle me répétait qu'elle savait très bien qu'elle avait donné naissance à une petite fille, qu'elle m'avait lavée toute mon enfance.» Et puis, en grandissant, il faut affronter le regard des autres. «Des membres de ma communauté et, plus tard, au stade: la foule me criait de laisser ma place aux femmes, que je n'avais rien à faire ici.»

celui de Caster Semenya, car elle gagnait beaucoup.» Aujourd'hui, il dénonce des mesures qui visent particulièrement les Kényanes «capables de courir sur toutes les distances».

«Si l'on s'en tient au nombre de femmes testées, on constate qu'il est nettement plus élevé dans les pays du Sud, ce qui a été confirmé par d'anciens membres de la commission médicale de World Athletics», dévoile Payoshni Mitra. Les défenseurs de sportives mettent en avant des normes et des représentations de la femme selon des critères occidentaux: «La plupart des données proviennent de recherches effectuées sur une population scandinave, ce qui est réducteur lorsque l'on essaie de régler les corps des femmes du monde entier», ajoute l'experte.

Dans le petit bureau de Ryan Muiruri à Nairobi, Grace* passe la porte. Elle ne souhaite pas être reconnue, mais elle non plus n'a plus le droit de représenter le Kenya. «La discrimination, j'ai vraiment commencé à la subir

RYAN MUIRURI

«Vous savez, au Kenya, la condition hyperandrogène ou DSD est taboue»

Au sein de la société kényane, le sujet est tabou. Devant sa fenêtre du septième étage d'une petite tour de la banlieue de Nairobi, l'activiste Ryan Muiruri a le regard perdu. «C'est tellement malheureux, ce qui est arrivé à cette boxeuse algérienne à Paris», lance-t-il, interrompant le fil de ses pensées et faisant référence au harcèlement subi par Imane Khelif, nouvelle championne olympique des moins de 66 kg. «Vous savez, au Kenya, la condition hyperandrogène ou DSD est taboue, nous ne parlons pas de choses liées au genre. Ceux qui vivent avec ça n'osent pas le dire publiquement de peur d'être stigmatisés.»

Les femmes des pays du Sud ciblées?

Depuis 2019, le Kenya est pourtant le premier pays africain à reconnaître l'existence d'un troisième genre intersexe et un projet de loi est actuellement devant le parlement pour permettre une meilleure intégration de ces personnes. «Mais vous savez, après l'exclusion de nombreuses athlètes kényanes, il n'y a pas eu un seul mot de notre gouvernement ou d'un ministre alors qu'en Afrique du Sud, Caster Semenya a été soutenue par tout un pays», souffle l'activiste.

Pour les défenseurs de ces sportives, le règlement de World Athletics n'est pas que misogynie: «Il est aussi raciste, glisse Ryan Muiruri. Il a été construit autour d'un seul cas particulier:

celui de Caster Semenya, car elle gagnait beaucoup.» Aujourd'hui, il dénonce des mesures qui visent particulièrement les Kényanes «capables de courir sur toutes les distances».

Dans le petit bureau de Ryan Muiruri à Nairobi, Grace* passe la porte. Elle ne souhaite pas être reconnue, mais elle non plus n'a plus le droit de représenter le Kenya. «La discrimination, j'ai vraiment commencé à la subir

constamment savoir qui j'étais vraiment», lance-t-elle. Après une petite carrière dans le football, Grace se tourne vers l'athlétisme et le 400 m. Elle sera bannie à son tour. «C'est dur mais je sais au fond de moi que je suis une fille, que personne ne peut dire le contraire. Je viens de l'ouest du pays, où nous sommes doués en sport. En faire ma carrière était mon rêve. Aujourd'hui, j'essaie d'avancer, j'ai envie de commencer des études mais je suis déprimée.» Le souvenir d'un événement marquant se rejoue sans cesse dans sa tête. Celui d'un but incroyable d'abord, qu'elle a marqué du milieu de terrain, lorsqu'elle était encore adolescente. Et puis la joie passée, le match est soudainement interrompu. Grace est emmenée dans les toilettes: les organisateurs du tournoi veulent vérifier qu'elle est bien une fille. «Mais j'étais trop jeune pour comprendre et je me bats pour mes droits.»

*Prénoms d'emprunt.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien d'En quête d'ailleurs, un programme d'échange de journalistes entre la Suisse et des pays «du Sud».

eqda
En Quête d'Ailleurs
Looking Beyond
ch

«Elles n'ont pas demandé à être au centre du débat»

RÉACTION Le débat sur les critères d'éligibilité décidés par plusieurs fédérations internationales est houleux. Mais quelle est la marge de manœuvre du CIO? Le point avec l'ancienne athlète olympique Madeleine Pape

Les Jeux olympiques de Paris ont notamment été marqués par la polémique autour de la boxeuse algérienne Imane Khelif, qui a largement dépassé le monde du sport. L'athlète, ciblée sur son identité de genre et qui a déposé plainte contre X pour «harcèlement moral», a reçu le soutien du CIO, qui a élaboré ces dernières années un Cadre sur l'équité, l'inclusion et la non-discrimination sur la base de l'identité sexuelle et de l'intersexuation. Trois questions à l'ancienne athlète olympique australienne Madeleine Pape. Celle qui a concouru avec Caster Semenya a été engagée par le CIO pour soutenir la mise en œuvre de ce Cadre par les fédérations internationales.

Comment définir les critères d'éligibilité dans le sport? Il n'appartient pas au CIO de définir des critères universels: nous prônons une

approche sport par sport. Notre travail consiste plutôt à aider les fédérations à identifier les critères qui pourraient être nécessaires pour leur sport. Mais les arguments scientifiques en faveur de critères d'éligibilité particuliers ne doivent pas faire oublier les conséquences de ces exclusions chez les athlètes. Et ces considérations doivent être du côté du CIO. L'un des objectifs du Cadre du CIO serait qu'en travaillant avec les fédérations concernées par les règles d'éligibilité, les fédérations puissent réfléchir: quelle que soit la règle mise en place, il faut que les sportives aient le sentiment qu'elle a été décidée dans le cadre d'un processus équitable et qu'elles bénéficient d'un soutien si elles souhaitent contester une décision.

Quelle est la position du CIO sur les tests de testostérone? Il n'y a pas de position pour ou contre. Si une fédération décide qu'il est raisonnable d'avoir une règle sur la testostérone, basée sur des données probantes, nous demandons qu'elle considère les impacts de cette règle sur l'athlète: et ces impacts peuvent se révéler très importants quand il

s'agit d'athlètes avec des variations intersexes. Il ne peut pas s'agir d'une règle d'éligibilité basée uniquement sur des avis scientifiques sur le rôle de la testostérone.

Le CIO peut-il forcer les fédérations à respecter ce Cadre pour les Jeux olympiques? Nous aidons les fédérations internationales à utiliser le Cadre, plutôt que d'essayer de le contrôler. Ces dernières subissent beaucoup de pressions et il y a beaucoup de malentendus au sujet des athlètes avec des variations intersexes. C'est également le cas pour les sportifs transgenres. Les discours peut être déshumanisant. Ce que nous espérons voir, c'est une discussion beaucoup plus respectueuse et sensible sur les règles d'éligibilité. Il n'est pas nécessaire que ce soit polémique. Ces athlètes se retrouvent au centre d'un débat qu'elles n'ont pas demandé, ni provoqué. Nous invitons donc les fédérations à travailler avec nous pour déterminer comment traiter cette question à long terme et trouver comment répondre aux pressions politiques, tout en mettant en place un processus vraiment complet qui conduira à des règles qui respectent les droits des athlètes.

== PROPOS RECUEILLIS PAR C. P.